

Vendredi, 19 Mars 1880

SOMMAIRE

CHRONIQUE PARLEMENTAIRE.
APERÇU FINANCIER.
EGROS DU JOUR.
CHAMBRE DES COMMUNES.
LETTRE DE NEW-YORK.
SERVICE TELEGRAPHIQUE.
BANQUET A M. DECELES.
LA SAINT-JOSEPH.
A TRAVERS OTTAWA.
FIDELIOL-ANNA. DUC-LE-VERT : Auguste Snider.
MARCHÉS D'OTTAWA.
MARCHÉS ÉTRANGERS.

CHRONIQUE PARLEMENTAIRE

Le comité de l'immigration a tenu ce matin une réunion fort importante. M. Larue, l'habile secrétaire du département de l'agriculture, était présent et a donné de fort intéressantes explications sur les moyens pris par le gouvernement pour activer l'immigration dans la dernière année.

Le conseil de la chambre de commerce de Québec a soumis une pétition revêtue des signatures de la plupart des citoyens les plus influents de cette ville pour obtenir du gouvernement l'exploration d'une partie de la ligne que le général Hewson désire faire adopter pour la construction du chemin de fer du Pacifique.

M. Gigault, M. P., a fait une observation fort juste; l'autre jour, dans son discours sur le tarif après avoir déclaré qu'on avait pas encore eu le temps de pouvoir en juger les effets d'une façon judicieuse. "Lorsqu'il s'est agi de l'abolition de la Cour suprême, a-t-il dit, le député de Durham Ouest a prononcé ces paroles: "Nous sommes comme ces enfants qui le matin sèment une graine dans leur jardin, et, le soir, vont à la déterrer pour voir si elle a germé. C'est ce que nous faisons en discutant une institution qui a eu à peine le temps de germer." Si nous étions des enfants, a ajouté M. Gigault, en voulant abolir la Cour suprême, organiser il y a cinq ans, sous la précédente administration, combien plus puérile est la conduite de ceux qui veulent détruire un tarif établi depuis un an seulement, quand il est certain que notre tarif a déjà produit de meilleurs fruits que la Cour suprême. Et qui niera que M. Gigault n'ait parfaitement raison ?

M. Tassé, M. P., a présenté, hier, une pétition de la Banque d'Ottawa, de cette ville, demandant que la chambre n'adopte pas le bill présenté par la Compagnie de garantie du Canada, à l'effet de diminuer son fonds social. La pétition alléguait que cette compagnie ne remplit pas ses obligations envers ses créanciers ou détenteurs de police en leur suscitant mille difficultés dans le règlement de leurs réclamations; qu'elle n'a pas encore payé la police de son ci-devant caissier, et que la réduction de son capital diminuera les garanties qu'elle offre au public.

Il s'est engagé depuis quelque temps une vive discussion dans les journaux au sujet de cette compagnie dont nos institutions locales se plaignent vivement. M. Rochester, M. P., a déclaré, par exemple, qu'elle refuse de payer les réclamations de la compagnie d'Assurance Agricole d'Ottawa et de la Banque d'Ottawa, pour ne mentionner que ces cas. Il a de plus fait observer que les grandes corporations, telles que la compagnie du Grand-Tronc, la Banque de Montréal, la compagnie du télégraphe de Montréal, etc., peuvent à peu près seuls obtenir justice, parce qu'on redoute l'influence qu'elles pourraient exercer à son détriment. Le gérant de la compagnie, M. Edward Rawlings, fait de son mieux pour réfuter ces assertions.

APERÇU FINANCIER

Le lecteur qui n'est pas familier avec la routine parlementaire, est porté à voir parfois de la confusion dans la procédure des Chambres, surtout lorsqu'il s'agit de chiffres et de finances. Ainsi, nous entendus des personnes novices dans l'étude de la politique, déclarer qu'elles avaient renoncé, en désespoir de cause, à comprendre le discours du budget, ou elles n'ont vu, disaient-elles, qu'un fouillis de statistique se rapportant à trois exercices à la fois et absolument inextricable. Il est vrai que l'exposé du ministre des finances a trait à trois exercices, celui de 1878-79, celui de 1879-80, et incidemment l'exercice courant de 1879-80. Il en est tout autrement. Sir Léonard Tilley avait à rendre compte de l'année 1878-79, laquelle n'était pas encore finie à la dernière session. Il avait aussi à présenter les estimations budgétaires

pour l'année 1880-81, les subsides votés en 1879 ne devant conduire que jusqu'au 1er juillet prochain. Il lui était actuellement impossible de donner le tableau complet de l'exercice courant, 1879-80, puisque l'année n'est qu'aux trois quarts, mais il ne pouvait non plus s'exempter entièrement d'en parler, il en a fait un aperçu rapide.

Voici en peu de mots le résumé de notre état financier, tel qu'exposé dans le discours du budget.

D'abord, pour l'année 1878-79, commencée sous l'administration Mackenzie et terminée au moment de l'inauguration du régime protecteur, le chiffre en gros de la dépense et de la recette est, pour la première, de \$24,000,000 et pour la seconde de \$22,000,000, laissant un déficit de deux millions. Ce déficit eût été beaucoup plus considérable si les choses eussent suivi leur cours ordinaire, c'est-à-dire si l'exercice 1878-79 se fût achevé sous l'ancien système et sans l'intervention du nouveau tarif qui a eu pour effet d'activer énormément l'importation pendant les premiers mois de 1879 et d'augmenter le revenu des douanes de plus d'un million. Sir Léonard Tilley calcule avec raison, et en se basant sur des chiffres assez précis, que sans le secours apporté par la protection, le déficit aurait été de trois millions et demi ou quatre millions environ, à ajouter aux déficits des années précédentes. Voilà où nous menait le régime libéral.

La protection est venue à temps nous arrêter sur cette pente et le ministre des finances prévoit que le déficit pour les douze mois finissant le 30 juin prochain, ne sera que d'un demi-million. Les estimations sont de \$24,978,000 pour les dépenses et \$24,450,000 pour les recettes, laissant un déficit de \$528,000. C'est le commencement de la renaissance.

Le déficit qui allait grossissant chaque année depuis 1874, tombe à un demi-million, et sir Léonard Tilley annonce que, pour l'exercice de 1880-81, ce demi-million de déficit sera converti en un demi-million de surplus. Voici les chiffres qu'il donne : recettes, \$25,517,000; dépenses, \$25,007,203. Surplus, \$509,797. Si cette prévision se réalise, comme nous n'en doutons pas, nous pourrions considérer que la prospérité du pays est rétablie et que l'ère des embarras financiers est finie.

On trouve dans l'exposé financier de M. Léonard Tilley des données précises relativement à la balance du commerce. Ces chiffres montrent que nous marchons sûrement vers cette fameuse balance qu'une certaine classe de théoriciens considèrent comme le sine qua non de la prospérité commerciale d'un peuple.

Voici le tableau de l'importation et de l'exportation depuis 1877 :

IMPORTATION	
Pendant les six mois finissant le 1er janvier 1878, total.....	\$41,187,242
Importation pour les six mois finissant le 1er janvier 1879, total.....	34,048,894
Diminution.....	7,138,348

EXPORTATION	
Pour les six mois finissant le 31 décembre 1878, total.....	\$46,376,598
Exportation pour les six mois finissant le 31 décembre 1879, total.....	59,283,841
Augmentation.....	\$ 7,707,243

Comme on le voit, l'exportation a augmenté de près de huit millions pendant que l'importation a diminué d'autant, dans l'espace d'une année et sans l'effet du nouveau régime douanier.

Les chiffres de l'importation se répartissent comme suit quant au pays d'origine et à la nature des objets importés :

IMPORTATIONS—Six mois finissant le 31 décembre 1878 et 1879.	
ANGLAIS.	
1878—Articles sujets aux droits.....	\$14,481,676
1879—Admis en franchise.....	2,287,100
Total.....	\$16,768,776
1878—Articles sujets aux droits.....	12,183,662
1879—Admis en franchise.....	3,330,966
Total.....	15,514,628

IMPORTATIONS—Six mois finissant le 31 décembre 1878 et 1879.	
AMÉRICAINES.	
1878—Articles sujets aux droits.....	\$14,481,676
1879—Admis en franchise.....	2,287,100
Total.....	\$16,768,776
1878—Articles sujets aux droits.....	12,183,662
1879—Admis en franchise.....	3,330,966
Total.....	15,514,628

IMPORTATIONS—Six mois finissant le 31 décembre 1878 et 1879.	
ÉTRANGÈRES.	
1878—Articles sujets aux droits.....	\$14,481,676
1879—Admis en franchise.....	2,287,100
Total.....	\$16,768,776
1878—Articles sujets aux droits.....	12,183,662
1879—Admis en franchise.....	3,330,966
Total.....	15,514,628

Ces chiffres confirment les prédictions de sir Léonard Tilley et mettent à néant celles de sir Richard Cartwright et du *Globe*. Ils montrent que les États-Unis seuls ont souffert notablement du changement de notre tarif et que notre commerce avec l'Angleterre n'a pas été sérieusement affecté.

ECHOS DU JOUR

Le sénateur Girard a donné hier une soirée musicale à laquelle ont été invités les représentants du Manitoba et grand nombre de membres de la Chambre des communes.

M. le révérend Sexton vient de mourir à Montréal à l'âge avancé de 74 ans. Parmi les aspirants à sa succession, on mentionne les noms de MM. Curran, Lorranger et Thibault.

Un certain nombre d'anciens collègues de l'honorable M. Robitaille, au nombre desquels se trouvaient les honorables MM. Langevin et Baby, lui ont donné un dîner, hier soir, au club Rideau.

M. J. J. Weiss, du *Gaulois*—et l'une des meilleures plumes parisiennes—dit dans un de ses articles que, si une tentative est faite pour expulser les Jésuites, le peuple prendra les armes et formera des barricades dans les rues.

Les libéraux disent que le fils de feu M. Holtou posera sa candidature dans le comté de Chateauguay. On croit que le candidat conservateur sera le Dr Laberge, qui a déjà fait une lutte très vive dans ce comté pour la législature locale, n'ayant été défait que par une soixantaine de voix.

Sir Alexander Campbell doit soumettre au Sénat un projet d'amalgamation des bureaux des greffiers en loi et des traducteurs des deux Chambres. Nous aurons occasion de parler de ce projet inspiré, nous dit-on, par le désir de simplifier la besogne et de la rendre plus économique.

Le prix du bois n'a jamais été aussi élevé qu'il ne l'est aujourd'hui. Il s'ensuit une hausse notable depuis quelque temps dans les gages des personnes que l'on engage pour l'exploitation du bois. La saison sera exceptionnellement bonne, quoiqu'en disent les adversaires de la protection. Il suffira de quelques mois pour convaincre entièrement le public sur ce point.

On parle beaucoup à Paris d'une brochure qui vient de paraître à Coppenhague, sous le titre de *Bataille de Lyngby*. Cette publication se fait l'écho des inquiétudes qu'inspire au Danemark la politique conquérante de la Prusse et l'augmentation incessante de ses armées, et elle montre avec quelle facilité une armée allemande réduirait Copenhague, qu'on a eu l'imprudence de laisser jusqu'ici sans défense. Cette publication a jeté les cercles politiques prussiens dans un embarras, d'autant plus facile à comprendre, qu'elle dénote des connaissances militaires incontestables et qu'on a cru y trouver la preuve que l'auteur est un personnage officiel.

Du *Journal des Trois-Rivières* : M. Benjamin Sulte a donné, mardi soir, à la salle de l'Union Saint-Joseph, une causerie fort intéressante sur l'histoire des Trois-Rivières. L'auditoire était nombreux. L'érudition et le patriotisme de l'orateur ont été particulièrement attachés à faire ressortir deux grandes figures de notre histoire primitive, Chouard des Grosseilles et Gauthier de Varennes, deux de nos premiers découvreurs, et qui ont été les fondateurs de la ville de Verdun. Le premier qui, dès 1666 avait exploré tous les parages de la baie d'Hudson et qui, un peu plus tard, ayant livré tous ses secrets au gouvernement anglais, devint l'âme de la célèbre Compagnie de la baie d'Hudson, et après avoir été couvert d'honneurs et de richesses à Londres revint mourir aux Trois-Rivières. Le deuxième, fils d'un gouverneur des Trois-Rivières, ne lui-même, a été le découvreur incontestable du Nord-Ouest et il passa dix-sept ans à explorer les Montagnes-Rocheuses, et sa gloire ne peut manquer de briller d'un vif éclat maintenant que le Nord-Ouest de l'Amérique septentrionale attire l'attention de toutes les nations civilisées.

M. Sulte développa avec beaucoup d'érudition l'idée que notre ville a été de tout temps la pépinière des découvreurs, des explorateurs et des voyageurs et que par sa position géographique autant que par le caractère de ses fondateurs, la plupart venus de Normandie, elle a pris la part la plus large et la plus glorieuse à tout ce qui s'est fait de grand et d'utile dans la Nouvelle-France.

On voit que M. Sulte, lorsqu'il parle de l'histoire des Trois-Rivières, puise à une source inépuisable et parmi les découvreurs auxquels notre ville s'honore toujours d'avoir donné le jour, il ne sera pas le moins considéré, car on peut dire que c'est lui qui nous découvre nos découvreurs.

CHAMBRE DES COMMUNES

L'orateur prend son siège à trois heures.

Après les affaires de routine, M. Thompson (Haldimand) présente différentes pétitions relatives à la législation du mariage entre beaux-frères et belles-sœurs.

M. Robinson présente le neuvième rapport du comité des ordres permanents.

M. Domville présente le troisième rapport du comité des banques du commerce.

M. Bouthies présente un bill pour constituer la compagnie du chemin de fer de "Souris and Riding Mountain."

M. Coursol, présente un projet de loi ayant pour effet de supprimer l'institution du grand jury dans certaines causes criminelles.

M. Domville reprend le débat sur la motion demandant la seconde lecture des résolutions rapportées par le comité des voies et moyens.

L'honorable député de Queen a mal compris les résultats du tarif dans le Nouveau-Brunswick et a voulu démontrer qu'il affectait principalement la ville de Saint-Jean.

Les représentants de cette ville sont parfaitement capables de défendre les intérêts de leurs électeurs sans avoir recours à l'aide de l'étranger. Le tarif n'a pas été défavorable au Nouveau-Brunswick; loin de là, comme le prouvent les statistiques, le commerce est prospère, malgré la dépression qui affecte les différentes cités du Canada.

Le Nouveau-Brunswick est en voie de prospérité, et si les circonstances lui permettent de construire le chemin de fer du Mécanic, il établira d'une façon solide son commerce avec les Indes Occidentales.

Le tarif qui est envisagé aujourd'hui comme devant amener la ruine des différentes provinces, est sagement établi, et bientôt sans doute les provinces en ressentiront les heureux résultats.

Le gouvernement agit d'une façon très sage en demandant l'émission d'une quantité plus considérable de papier-monnaie; il supprimera ainsi le paiement d'intérêts considérables en Angleterre.

L'impôt sur le charbon est mal calculé, il serait plus rationnel, dans les intérêts du pays, de l'établir sur le fer.

L'augmentation de tarif, loin d'affecter les constructeurs de navires, est tout entier à leur avantage, comme le prouvent les différentes commandes envoyées depuis quelques jours dans les différents chantiers de constructions maritimes.

L'orateur termine en déclarant que le tarif n'avait affecté en rien la fabrication du sucre et que la dépression commerciale que l'on constate dans la ville de Saint-Jean n'était attribuable qu'à des désastres causés par le dernier incendie.

M. Cameron (Huron)—L'honorable député de Kings, M. Domville, ne s'est pas opposé en fréquentes occasions d'une façon aussi énergique à la politique nationale. Il devrait consulter les chiffres cités par l'honorable député de Grey-Est, M. Sproule.

M. Sproule—Les chiffres que j'ai donnés sont extraits de différents articles du *Globe* de Toronto.

M. Cameron—De 1878 à 1879 les débits faits dans les banques ont diminué d'une façon considérable. La politique nationale ne peut être que nuisible au pays. Le ministre des finances a déclaré du reste, que le commerce n'était aucunement en faveur du tarif.

Sir Charles Tupper—Les remarques que j'ai faites s'appliquent au Canada en général, et non à la Nouvelle-Ecosse en particulier.

M. Doull donne quelques statistiques au sujet de l'exportation du charbon.

M. Cameron cite quelques chiffres montrant que le tarif sur le charbon ne donnerait aucune satisfaction aux propriétaires de mines. Il pense que l'imposition du tarif nouveau affecterait le pays d'une façon désastreuse.

A 6 heures, l'orateur quitte le fauteuil.

M. Wallace—Toutes les prédictions de l'opposition étaient entièrement fausses. Le tarif adopté pour le plus grand bien du public a produit les meilleurs résultats.

MM. Patterson et Orton prennent la parole sur la question et à 12 h 50, a. m. sur motion de M. Orton la chambre s'ajourne.

LETTRE DE NEW-YORK

[De notre correspondant spécial.]

L'anglicisation au Canada.—La francisation aux États-Unis.—Vers ridiculisant cette manie.—Le fameux éditeur Leslie.—Dispersion de millionsnaires obscurs.—Progrès du ritualisme.—Fas de politique.

L'un des articles publiés dans le *Canada*, il y a quelques mois déjà, sous le pseudonyme de *Parl. Petit*, article remarquable au double point de vue du style et du sentiment patriotique qui la dicté, semble avoir réveillé les échos de la crise d'alarmes poussées à des époques antérieures. Il se fait malheureusement trop vrai que nous gâtons notre belle langue française par de nombreux anglicismes, et ce défaut existe à presque tous les degrés de l'échelle sociale au Canada.

Il ne m'appartient pas de discuter ici cette question; encore moins d'offrir des remèdes. Qu'il me suffise de dire que dans mon humble opinion je ne puis voir en cela un danger prochain, imminent, comme le prétendent certains pessimistes, pour la nationalité canadienne. Les traditions françaises sont trop profondément enracinées dans le peuple, et le système d'éducation, malgré ses légères imperfections, pour croire que notre langue, nos institutions et nos lois seront bientôt noyées par ce que l'on appelle la marée montante des anglicismes.

Je ne puis citer un seul cas de vente volontaire de leur part. Ils achètent, achètent et toujours quand une occasion favorable se présente et jamais ne vendent. Lorsqu'il y a vingt ans à peu près, le vieux commodore Vanderbilt bâtit l'immense Central Depot (432 rue) il dut en appeler aux cours et à la législation, si j'ai bonne souvenance, pour acheter des propriétés de Peter Goclet, nécessaire à la construction de cette fameuse gare. L'excentrique millionnaire déposé conserva sa vie durant une rançonne implacable contre le roi des chemins de fer.

James Lennox le dernier survivant de ce quatorze, vient de mourir, célibataire comme le président.

Héritier d'une ferme payée \$7,000 en 1818, située dans les environs de ce qui est aujourd'hui le Parc Central, mais alors à six milles du centre des affaires, il dut en vertu d'une clause testamentaire conserver intérieurement cette propriété pendant un certain nombre d'années.

Le développement rapide de la cité fit augmenter la valeur de cette petite ferme de 30 acres jusqu'à concurrence de \$10,000,000; c'est aujourd'hui l'un des endroits fashionable de New-York. James Lennox vivait simplement au milieu de vices étonnantes de famille, faisant le bien sans bruit, sans éclat, fondateur d'un hôpital, d'un asile, d'une bibliothèque publique tous richement dotés, entièrement dévoués à la collection de vieux livres, manuscrits, curiosités antiques etc., etc. Il fuyait l'éclat et la publicité, ne s'occupant pas des affaires extérieures, presque inconscient des changements politiques et ignorant les hommes remarquables de son pays.

Mort sans bruit, comme il avait vécu et dernier survivant de ce quatorze millionnaire, il laisse sa fortune à ses neveux.

Library, Sea Side Library et Franklin Square Library fourmillent de gallicismes.

Par simple curiosité, j'ai complé dans un article de huit pages d'une revue mensuelle quatre-vingt-trois mois français.

De cette manie il résulte très souvent des erreurs les plus comiques, et des fautes qui ne peuvent être portées au crédit des typographes.

Je me rappelle avoir lu ma âme, ma magasin, la petite caporale pour le petit caporal, nom familier que les soldats donnaient à Napoléon Ier. Je pourrais citer une foule d'autres balourdises de ce genre risant de cette manie à la mode et de bon ton, d'intercaler une foule de mots français dans la littérature et même dans la conversation.

L'autonomie dernier le *Herald* disait: "Voici le temps où nos compatriotes nous reviennent d'Europe enrichis et la publicité, ne s'occupant pas des affaires extérieures, presque inconscient des changements politiques et ignorant les hommes remarquables de son pays."

Mort sans bruit, comme il avait vécu et dernier survivant de ce quatorze millionnaire, il laisse sa fortune à ses neveux.

La consécration d'un évêque du rite anglican à Newark, N. J., a donné lieu dernièrement à des discussions très intéressantes mais d'un caractère un peu vil.

Pour l'occasion, cinq évêques et grand nombre de membres du clergé épiscopalien se trouvaient présents, l'on introduisit pour la première fois dans cette église des coutumes d'un ritualisme très avancé. Des acolytes en habits de chapelain ressemblant à ceux que nous voyons d'ordinaire dans nos églises, portaient croix de procession et l'autel était décoré de crucifix et chandeliers avec bougies allumées. Plusieurs autres rites ritualistes mis en usage pour la circonstance ont soulevé de violentes réclamations dans la presse, suivies de réponses plus calmes. L'esprit des anciens puritains se révoltait contre de pareilles innovations. La violence toujours et partout étant de mauvais aloi en pareille circonstance n'a pas produit de bons résultats. Le ritualisme va son chemin grandissant peu à peu et se recrutant surtout parmi la classe riche et instruite. Ce mouvement ne peut cependant prendre les proportions de celui d'Angleterre qui donna autrefois à l'église une pleiade d'hommes illustres.

On me saura gré cette fois de ne pas parler politique. Je me n'étais promis pourtant, car il y a matière surabondante; mais j'ai pensé ensuite que les lecteurs du *Canada* s'abonneraient trop dans la politique du pays pour s'occuper constamment de celle de l'étranger.

A plus tard.

New-York, 13 mars 1880.

Frank Leslie à juste titre considérait le fondateur pratique du journalisme illustré aux États-Unis, vient de mourir laissant une fortune en perspective dans une dizaine de publications diverses dont il était l'éditeur propriétaire. Ses dix journaux mensuels ou hebdomadaires qui étaient au total de 1,200,000 abonnés.

La crise financière de 1873 le mit à deux doigts de la ruine, mais grâce à la condensation de ses créanciers il releva son crédit et aujourd'hui l'immense établissement de Park Place—dont il était l'âme et l'âme gérant forme un capital énormément investi. Sa femme épouse, auteur très avantageusement connue par ses récits de voyages, lui succède dans la direction des affaires.

Le succès des journaux illustrés de Frank Leslie n'est pas peu dû à son esprit d'impartialité en tout et de tolérance réfléchie à l'égard des diverses croyances de ce pays.

Les millionnaires sont excentriques c'est connu. Si parfois... mais rarement... ils n'ont pas l'excentricité de manières... ils ont toujours l'excentricité de la fortune... et c'est quelque chose de nos jours !

Dans notre grande ville existait il y a quatre ans un quatorze ans septuagénaire très remarquable. Vanderbilt, le roi des chemins, l'accapareur de voies ferrées, qui a trouvé dans son fils William H. un si remarquable successeur, est trop connu pour que j'en parle ici. A. T. Stewart le marchand pricier et trente fois millionnaire de Broadway, a acquis après sa mort presque autant de renom que durant sa vie si agitée. On se rappelle que son corps fut enlevé du cimetière de Saint-Marc, sans que la police put mettre la main sur les voleurs qui demandaient \$100,000 de récompense à la veuve.

Peter Goclet—que nous écrivions Goclet—est moins connu au Canada. De descendance française, ses parents huguenots ayant émigré en Amérique il y a près de 150 ans, de vint avec son frère, héritier d'une jolie fortune amassée dans le commerce. Tous deux n'ayant jamais consenti à se séparer, ils se réunirent à la manie d'accaparer des propriétés dont ils ne voulaient jamais dans la suite se défaire.

Dans tout le cours de leur vie on ne peut citer un seul cas de vente volontaire de leur part. Ils achètent, achètent et toujours quand une occasion favorable se présente et jamais ne vendent. Lorsqu'il y a vingt ans à peu près, le vieux commodore Vanderbilt bâtit l'immense Central Depot (432 rue) il dut en appeler aux cours et à la législation, si j'ai bonne souvenance, pour acheter des propriétés de Peter Goclet, nécessaire à la construction de cette fameuse gare. L'excentrique millionnaire déposé conserva sa vie durant une rançonne implacable contre le roi des chemins de fer.

James Lennox le dernier survivant de ce quatorze, vient de mourir, célibataire comme le président.

Héritier d'une ferme payée \$7,000 en 1818, située dans les environs de ce qui est aujourd'hui le Parc Central, mais alors à six milles du centre des affaires, il dut en vertu d'une clause testamentaire conserver intérieurement cette propriété pendant un certain nombre d'années.

Le développement rapide de la cité fit augmenter la valeur de cette petite ferme de 30 acres jusqu'à concurrence de \$10,000,000; c'est aujourd'hui l'un des endroits fashionable de New-York. James Lennox vivait simplement au milieu de vices étonnantes de famille, faisant le bien sans bruit, sans éclat, fondateur d'un hôpital, d'un asile, d'une bibliothèque publique tous richement dotés, entièrement dévoués à la collection de vieux livres, manuscrits, curiosités antiques etc., etc. Il fuyait l'éclat et la publicité, ne s'occupant pas des affaires extérieures, presque inconscient des changements politiques et ignorant les hommes remarquables de son pays.

Mort sans bruit, comme il avait vécu et dernier survivant de ce quatorze millionnaire, il laisse sa fortune à ses neveux.

La consécration d'un évêque du rite anglican à Newark, N. J., a donné lieu dernièrement à des discussions très intéressantes mais d'un caractère un peu vil.

Pour l'occasion, cinq évêques et grand nombre de membres du clergé épiscopalien se trouvaient présents, l'on introduisit pour la première fois dans cette église des coutumes d'un ritualisme très avancé. Des acolytes en habits de chapelain ressemblant à ceux que nous voyons d'ordinaire dans nos églises, portaient croix de procession et l'autel était décoré de crucifix et chandeliers avec bougies allumées. Plusieurs autres rites ritualistes mis en usage pour la circonstance ont soulevé de violentes réclamations dans la presse, suivies de réponses plus calmes. L'esprit des anciens puritains se révoltait contre de pareilles innovations. La violence toujours et partout étant de mauvais aloi en pareille circonstance n'a pas produit de bons résultats. Le ritualisme va son chemin grandissant peu à peu et se recrutant surtout parmi la classe riche et instruite. Ce mouvement ne peut cependant prendre les proportions de celui d'Angleterre qui donna autrefois à l'église une pleiade d'hommes illustres.

On me saura gré cette fois de ne pas parler politique. Je me n'étais promis pourtant, car il y a matière surabondante; mais j'ai pensé ensuite que les lecteurs du *Canada* s'abonneraient trop dans la politique du pays pour s'occuper constamment de celle de l'étranger.

A plus tard.

New-York, 13 mars 1880.

Frank Leslie à juste titre considérait le fondateur pratique du journalisme illustré aux États-Unis, vient de mourir laissant une fortune en perspective dans une dizaine de publications diverses dont il était l'éditeur propriétaire. Ses dix journaux mensuels ou hebdomadaires qui étaient au total de 1,200,000 abonnés.

La crise financière de 1873 le mit à deux doigts de la ruine, mais grâce à la condensation de ses créanciers il releva son crédit et aujourd'hui l'immense établissement de Park Place—dont il était l'âme et l'âme gérant forme un capital énormément investi. Sa femme épouse, auteur très avantageusement connue par ses récits de voyages, lui succède dans la direction des affaires.

Le succès des journaux illustrés de Frank Leslie n'est pas peu dû à son esprit d'impartialité en tout et de tolérance réfléchie à l'égard des diverses croyances de ce pays.

de ce quatorze, vient de mourir, célibataire comme le président.

Héritier d'une ferme payée \$7,000 en 1818, située dans les environs de ce qui est aujourd'hui le Parc Central, mais alors à six milles du centre des affaires, il dut en vertu d'une clause testamentaire conserver intérieurement cette propriété pendant un certain nombre d'années.

Le développement rapide de la cité fit augmenter la valeur de cette petite ferme de 30 acres jusqu'à concurrence de \$10,000,000; c'est aujourd'hui l'un des endroits fashionable de New-York. James Lennox vivait simplement au milieu de vices étonnantes de famille, faisant le bien sans bruit, sans éclat, fondateur d'un hôpital, d'un asile, d'une bibliothèque publique tous richement dotés, entièrement dévoués à la collection de vieux livres, manuscrits, curiosités antiques etc., etc. Il fuyait l'éclat et la publicité, ne s'occupant pas des affaires extérieures, presque inconscient des changements politiques et ignorant les hommes remarquables de son pays.

Mort sans bruit, comme il avait vécu et dernier survivant de ce quatorze millionnaire, il laisse sa fortune à ses neveux.

La consécration d'un évêque du rite anglican à Newark, N. J., a donné lieu dernièrement à des discussions très intéressantes mais d'un caractère un peu vil.

Pour l'occasion, cinq évêques et grand nombre de membres du clergé épiscopalien se trouvaient présents, l'on introduisit pour la première fois dans cette église des coutumes d'un ritualisme très avancé. Des acolytes en habits de chapelain ressemblant à ceux que nous voyons d'ordinaire dans nos églises, portaient croix de procession et l'autel était décoré de crucifix et chandeliers avec bougies allumées. Plusieurs autres rites ritualistes mis en usage pour la circonstance ont soulevé de violentes réclamations dans la presse, suivies de réponses plus calmes. L'esprit des anciens puritains se révoltait contre de pareilles innovations. La violence toujours et partout étant de mauvais aloi en pareille circonstance n'a pas produit de bons résultats. Le ritualisme va son chemin grandissant peu à peu et se recrutant surtout parmi la classe riche et instruite. Ce mouvement ne peut cependant prendre les proportions de celui d'Angleterre qui donna autrefois à l'église une pleiade d'hommes illustres.

On me saura gré cette fois de ne pas parler politique. Je me n'étais promis pourtant, car il y a matière surabondante; mais j'ai pensé ensuite que les lecteurs du *Canada* s'abonneraient trop dans la politique du pays pour s'occuper constamment de celle de l'étranger.

A plus tard.

New-York, 13 mars 1880.

Frank Leslie à juste titre considérait le fondateur pratique du journalisme illustré aux États-Unis, vient de mourir laissant une fortune en perspective dans une dizaine de publications diverses dont il était l'éditeur propriétaire. Ses dix journaux mensuels ou hebdomadaires qui étaient au total de 1,200,000 abonnés.

La crise financière de 1873 le mit à deux doigts de la ruine, mais grâce à la condensation de ses créanciers il releva son crédit et aujourd'hui l'immense établissement de Park Place—dont il était l'âme et l'âme gérant forme un capital énormément investi. Sa femme épouse, auteur très avantageusement connue par ses récits de voyages, lui succède dans la direction des affaires.

Le succès des journaux illustrés de Frank Leslie n'est pas peu dû à son esprit d'impartialité en tout et de tolérance réfléchie à l'égard des diverses croyances de ce pays.